

● (2130)

Ce n'est pas là quelque chose qui existe seulement dans la tête du premier ministre (M. Mulroney). Nous savons qu'il appuyait ce projet à un certain moment jusqu'à ce qu'il apprenne qu'il valait mieux se taire sur des questions de ce genre. Le premier ministre du Québec, M. Bourassa, appuyait aussi le projet. Nous n'avons aucune raison de croire qu'il a changé d'idée. Il appuie activement l'accord de libre-échange, ce qui gêne beaucoup de libéraux, j'en suis certain.

C'est pour toutes ces raisons que nous devons nous méfier de ce que nous disent les libéraux au sujet de l'exportation de nos ressources en eau parce que nous savons qu'un certain nombre de libéraux très puissants appuyaient ce projet bien avant que l'accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis soit négocié. C'est là quelque chose que les Canadiens devraient savoir parce qu'ils ont peut-être l'impression, s'ils prennent les propos des libéraux au pied de la lettre, que le parti libéral s'est opposé unanimement à l'exportation et au détournement massifs de nos ressources en eau aux États-Unis, alors que ce n'est pas le cas. Certaines des figures dominantes du parti libéral du Canada ont appuyé activement ce projet. Je tiens à le dire de façon claire pour les Canadiens qui nous écoutent ce soir et que cette question préoccupe. Qu'ils sachent qu'ils ne peuvent s'attendre que le parti libéral du Canada s'oppose à la dérivation des eaux canadiennes vers les États-Unis.

Pour chercher les origines, l'élan premier, pour ainsi dire, du libre-échange et de son pendant, la déréglementation, il faut se tourner vers le parti libéral du Canada et à un gouvernement libéral. De fait, c'est sous un gouvernement libéral que le tout a commencé. Les premiers entretiens concernant la négociation d'un genre d'accord de libre-échange avec les États-Unis, bien que les pourparlers aient porté quelquefois sur des accords sectoriels, remontent à la présence ici, au Canada, de l'ancien ambassadeur américain, M. Robinson. C'est là que ces entretiens ont commencé.

Ce n'est pas un hasard que nous ayons alors eu une commission royale sur le développement économique au Canada présidée par l'actuel haut-commissaire à Londres, Donald Macdonald, libéral bien connu qui s'est employé à préconiser le libre-échange en se fiant aux États-Unis. Je dirais en se fiant aveuglément aux États-Unis. Pour être juste, il faut dire que M. Macdonald n'a pas recommandé tout ce qui se trouve maintenant dans l'accord. De fait, il n'a pas du tout recommandé l'article sur les services. La commission Macdonald n'a même pas effectué d'étude à ce sujet. Aussi, pour ce qui est de ce secteur, il ne s'agit pas seulement de confiance, mais de confiance aveugle. Aucune étude n'a été faite à cet égard et le Canada est invité à servir de cobaye dans une relation tout à fait asymétrique qui fera de nous, en rétrospective, la risée du monde entier quand on verra ce que le gouvernement actuel a accepté en matière de libre-échange des services.

Accord de libre-échange

Il y a eu une profonde réflexion que je qualifierais d'anxieuse de la part des Canadiens qui sont contre cet accord. Ils se demandent pour qui voter. A qui devraient-ils se fier pour se débarrasser réellement de l'Accord de libre-échange canado-américain? Je leur réponds que, malgré la sincérité avec laquelle certains membres du caucus libéral ont critiqué cet accord, les Canadiens qui s'y opposent parce qu'ils le considèrent comme une menace pour le genre de Canada que nous avons déjà bâti et que nous pourrions bâtir à l'avenir n'ont pas d'autre choix que le parti qui s'y oppose depuis le début, le Nouveau parti démocratique. C'est ce que nous dirons aux Canadiens quand le premier ministre aura le courage de déclencher des élections.

Tous les Canadiens, y compris certains partisans de cet accord, admettent qu'un gouvernement doit avoir un mandat pour modifier aussi profondément la destinée du Canada. Espérons que le premier ministre, le député de Provencher (M. Epp) et le secrétaire parlementaire du ministre du Commerce extérieur (M. McDermid) auront un accès de démocratie et qu'ils déclencheront des élections. Ils admettront qu'on n'adopte pas un tel accord durant la quatrième année d'un mandat, surtout quand on n'a même pas mentionné qu'on avait l'intention de le négocier quand on a demandé ce mandat et qu'on a même donné l'impression qu'on y était opposé.

M. John McDermid (secrétaire parlementaire du ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, il a été plutôt intéressant et amusant d'écouter les discours politiques prononcés ici ce soir par certains députés d'en face dans un style bouffon. Les points soulevés ce soir sont trop nombreux pour que j'y revienne dans les dix minutes qui me sont allouées, mais je voudrais dire un mot de quelques-uns des sujets abordés.

D'abord, mon ami, le député de Kamloops-Shuswap (M. Riis), a dit à quel point l'investissement étranger est une chose terrible. Il s'est attardé sur la terrible incidence de celui-ci sur le Canada. Et pourtant, le chef de son parti et député d'Oshawa (M. Broadbent) approuve que la société General Motors investisse des milliards de dollars dans sa circonscription. Il appuie ce genre d'investissement.

Où était dernièrement le vice-président national du NPD et président des Travailleurs de l'automobile du Canada, M. Bob White? Au Japon, en train d'encourager les Japonais à venir investir au Canada. Bob White, président des Travailleurs canadiens de l'automobile, mais surtout vice-président du NPD, était au Japon pour encourager les Japonais à investir au Canada. N'est-ce pas magnifique? Les socialistes gesticulent à la Chambre en dénigrant les investissements étrangers, mais dès qu'ils sont de retour dans leurs circonscriptions, ils en redemandent. Investissez chez nous, disent-ils, venez créer des emplois, venez créer de l'activité économique.